



COMITÉ DU PROGRAMME

Cent trente-cinquième session

Rome, 13-17 mars 2023

**Rapport intérimaire sur la mise en œuvre des activités relevant
de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Mme Lynnette Neufeld
Directrice de la Division de l'alimentation et de la nutrition
Tél: +39 06570 52614
Courriel: Lynnette.Neufeld@fao.org

RÉSUMÉ

- Tel que recommandé en 2014 à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé, en 2016, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (dénommée ci-après «Décennie de la nutrition»), qui constitue un cadre cohérent et limité dans le temps pour la mise en œuvre des engagements contractés lors de la CIN2. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont été chargées de diriger conjointement la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition.
- Le présent document rend compte des progrès accomplis, depuis 2020, dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition et quant à la suite donnée aux engagements pris lors de la CIN2, insistant en particulier sur les principaux éléments qui se sont fait jour pendant la période à l'étude. Y sont présentées notamment les avancées réalisées dans un large éventail d'activités en rapport avec la nutrition aux niveaux mondial, régional et national.
- Le rapport intérimaire met aussi en lumière les efforts supplémentaires qu'il convient de déployer pour renforcer les engagements et obtenir des résultats concrets.
- L'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition, mené en 2020 et en 2021, a permis de dégager trois domaines thématiques propres à orienter les mesures à prendre en priorité, pendant la période allant de 2021 à 2025, à savoir: i) l'accès à des aliments sains et abordables; ii) des environnements alimentaires sains, s'agissant en particulier de réglementer la révision de la composition des produits alimentaires hautement transformés, à densité énergétique élevée et riches en graisses, en sucres et/ou en sel, et leur commercialisation; et iii) les liens d'interdépendance entre la nutrition, l'environnement et le changement climatique.
- Face aux défis liés à la pandémie de covid-19 et aux facteurs sous-jacents persistants de toutes les formes de malnutrition, un engagement ferme et soutenu de la part des responsables politiques s'impose afin de pouvoir mener une action coordonnée à grande échelle, qui transcende les secteurs et les frontières. Toutes les parties prenantes sont appelées à agir de manière urgente afin de concrétiser les engagements pris en matière d'alimentation et de nutrition, y compris les engagements d'ordre financier et les investissements complémentaires relatifs à la programmation et aux politiques, au cours de la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, s'agissant d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes et de réaliser les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

SUITE QUE LE COMITÉ DU PROGRAMME EST INVITÉ À DONNER

Le Comité du Programme est invité à:

- prendre acte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition et quant à la suite donnée aux engagements pris lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2);
- encourager la direction à organiser, conjointement avec l'OMS, des dialogues ouverts et sans exclusive à l'approche du terme de la Décennie de la nutrition, afin d'ouvrir une réflexion sur les avancées au niveau mondial et les difficultés rencontrées et de dégager la voie à suivre après 2025.

I. Historique

1. En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259¹, par laquelle était proclamée la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (dénommée ci-après «Décennie de la nutrition»). Cette résolution faisait suite à une recommandation formulée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement en novembre 2014 par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à l'issue de laquelle avaient été adoptés la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action y afférent.

La Déclaration de Rome sur la nutrition définit une vision commune de l'action mondiale à mener pour éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, accompagnée de dix engagements de politique générale. Le Cadre d'action s'articule autour de 60 recommandations visant à orienter la mise en œuvre effective de ces engagements et qui demeurent d'actualité.

2. La Décennie de la nutrition offre à toutes les parties prenantes l'occasion de renforcer, dans un délai donné, les efforts déployés conjointement pour encourager la traduction effective des engagements et recommandations issus de la CIN2 en des politiques et programmes concrets, déterminés au niveau national, à l'appui de la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et des objectifs de développement durable (ODD) correspondants. Les répercussions de la pandémie de covid-19², l'intensification des conflits, le changement climatique et la guerre en cours en Ukraine sont autant de facteurs qui freinent les avancées vers l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes ainsi que la réalisation des cibles des ODD.

3. L'Assemblée générale des Nations Unies a chargé la FAO et l'OMS: i) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); ii) d'élaborer un programme de travail pour la Décennie de la nutrition, en s'appuyant sur des mécanismes de coordination comme le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition³ et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), ainsi qu'avec le concours d'autres organisations et plateformes internationales et régionales; et iii) d'établir des rapports biennaux sur l'état d'avancement des travaux menés dans le cadre de la Décennie de la nutrition.

4. Le programme de travail pour la Décennie de la nutrition est axé sur six domaines d'action transversaux et interdépendants, fondés sur les 60 recommandations issues de la CIN2, et s'appuie sur les initiatives des États et de leurs nombreux partenaires⁴. De plus amples informations sont disponibles sur le site web de la Décennie de la nutrition⁵.

5. La Décennie de la nutrition établit les modalités de participation des pays, notamment les réseaux d'action qui permettent de mutualiser les données d'expérience, de promouvoir une meilleure coordination et de susciter un élan politique pour intensifier l'action mondiale autour de thèmes liés à son programme de travail. Elle encourage les États à transposer les engagements mondiaux pris dans le cadre de la CIN2 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sous la forme d'engagements en faveur de la nutrition qui soient spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et définis dans le temps (SMART). Différentes enceintes permettent de partager des connaissances, de prendre acte des résultats obtenus, de faire part des difficultés rencontrées et de promouvoir la collaboration en vue d'améliorer la nutrition.

¹ A/RES/70/259 – <https://undocs.org/A/RES/70/259>.

² www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9549037/pdf/40475_2022_Article_271.pdf (en anglais).

³ En application de la recommandation 7 de la CIN2, l'entité ONU-Nutrition, créée en 2020 en tant que mécanisme de coordination et de collaboration entre les institutions des Nations Unies pour la nutrition aux niveaux mondial et national, est issue de la fusion du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition et du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) – www.unnutrition.org/wp-content/uploads/2020-12-04-SG-letter-to-CEB-on-UN-Nutrition-EOSG-2020-065261.pdf (en anglais).

⁴ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/work_programme_nutrition_decade.pdf (en anglais).

⁵ www.un.org/nutrition/fr.

6. Conformément à la résolution 70/259, le présent rapport donne des informations relatives aux avancées réalisées, sur la période 2020-2022, dans la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition et quant à la suite donnée aux engagements pris à la CIN2, insistant en particulier sur les principaux éléments qui se sont fait jour aux niveaux mondial, régional et national.

II. Progrès accomplis dans les domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition

7. L'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition, qui a été organisé par le secrétariat de la Décennie en 2020 et en 2021, a permis de passer en revue les progrès accomplis dans les domaines d'action du programme de travail pour la Décennie (points A à F ci-après) et de cerner les lacunes et les obstacles rencontrés durant la période 2016-2020. Un document prospectif relatif à l'examen à mi-parcours⁶, dans lequel étaient également recensés les domaines d'action prioritaires ainsi que les perspectives prometteuses dans chacun des six domaines d'action pour la période 2021-2025, a été élaboré par le secrétariat de la Décennie; il a servi de document de référence aux fins de la présente étude.

8. Le processus d'examen à mi-parcours a reposé en particulier sur une série de consultations informelles menées en 2020 – avec les agents de liaison des missions (Genève, le 19 mars)⁷, les représentants permanents auprès de la FAO (Rome, le 29 avril)⁸, les missions permanentes auprès de l'ONU (New York, le 23 juillet)⁹, ainsi qu'avec le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) du CSA, le Mécanisme du secteur privé (MSP) du CSA et les organismes membres d'ONU-Nutrition¹⁰ –, et visant à dégager les progrès accomplis, les obstacles rencontrés et les lacunes recensées pendant la première moitié de la Décennie (2016-2020).

9. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a organisé une consultation en ligne lors du Forum mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition, au cours de laquelle les parties prenantes ont eu l'occasion de partager leurs points de vue sur les mesures prioritaires à mettre en œuvre d'ici la fin de la Décennie de la nutrition¹¹. La consultation menée a permis de constater que les efforts de sensibilisation à l'importance de la nutrition, d'une alimentation saine et des systèmes agroalimentaires, pour la santé des êtres humains et de la planète, portaient leurs fruits.

10. Les principales avancées d'importance mondiale observées en 2020-2022 dans le cadre des six domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition, avancées qui étaient en lien direct ou indirect avec la Décennie ou qui avaient permis de faire valoir des mesures axées sur la nutrition, en phase avec les objectifs de la Décennie, sont les suivantes:

A. *Systèmes alimentaires durables et résilients en faveur d'une alimentation saine*

11. Au niveau mondial, l'attention donnée à la contribution cruciale qu'apportent des systèmes alimentaires durables et résilients, s'agissant de favoriser une alimentation saine et une meilleure nutrition, n'a jamais été aussi visible, comme en témoignent le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu en septembre 2021¹², ainsi que l'accent mis sur les «systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine», principal pilier thématique du Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance, organisé par le Gouvernement japonais en décembre 2021¹³. Ces deux sommets, qui étaient unis par l'objectif ambitieux de s'attaquer à la malnutrition, sous toutes

⁶ https://www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/foresight_paper_mid-term_review_nutrition_decade_fr.pdf.

⁷ www.who.int/news-room/events/detail/2020/03/19/default-calendar/member-states-informal-briefing-mid-term-review-of-the-un-decade-of-action-on-nutrition (en anglais).

⁸ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/final_provisional_agenda_fao_member_country_briefing_on_mtr_nutrition.pdf (en anglais).

⁹ <https://www.un.org/nutrition/fr/news/un-decade-action-on-nutrition-halfway-through>.

¹⁰ Voir la note de bas de page 3.

¹¹ <http://www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/decade-nutrition-priority-actions>.

¹² <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.

¹³ <https://nutritionforgrowth.org/events/> (en anglais).

ses formes, et cela par des moyens divers, ont abouti à 396 nouveaux engagements d'ordre stratégique et financier en matière de nutrition¹⁴.

12. En février 2021, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a approuvé les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition¹⁵, en vue d'apporter une contribution à la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition et d'aider les pays et les partenaires à concrétiser les recommandations issues de la CIN2. À cette fin, la FAO a mis en place une plateforme de données factuelles pour les systèmes agroalimentaires et la nutrition¹⁶, à laquelle contribuent les organismes membres d'ONU-Nutrition et qui permet de rattacher les recommandations énoncées dans les Directives volontaires aux orientations normatives et éléments concrets existants.

13. Dans le cadre de l'Année internationale des fruits et des légumes 2021¹⁷, les activités menées visaient à faire valoir l'importance de la consommation de fruits et de légumes et de la façon dont ces denrées périssables étaient produites, transformées et commercialisées¹⁸.

14. La deuxième Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture, célébrée le 29 septembre 2021, a porté principalement sur les incidences des pertes et gaspillages de nourriture sur la nutrition et la santé. La troisième Journée internationale de sensibilisation, qui s'est déroulée le 29 septembre 2022, a permis de mettre en avant les effets bénéfiques que pouvait avoir la réduction des pertes et gaspillages de nourriture, pour les êtres humains comme pour la planète, sur le plan climatique¹⁹.

15. Un document de réflexion de la FAO sur l'avenir de la sécurité sanitaire des aliments²⁰, publié en 2022, offre une vue d'ensemble des facteurs déterminants et des principales tendances à l'échelle mondiale, en particulier de leurs répercussions sur la sécurité sanitaire des aliments et, par extrapolation, sur les systèmes agroalimentaires.

16. À la 27^e session du Comité de l'agriculture, en 2020²¹, la FAO a été invitée à élaborer une nouvelle stratégie en matière de sécurité sanitaire des aliments, afin d'aligner les travaux de la FAO dans ce domaine sur sa nouvelle structure organisationnelle et de les y intégrer. Donnant suite à la demande du Comité, la FAO a élaboré un ensemble de priorités stratégiques pour ses activités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, tout en restant fidèle à sa vision de fournir «des aliments salubres pour tous à tout moment» et à sa mission d'«aider les membres à améliorer la salubrité des aliments à tous les niveaux en leur dispensant des conseils scientifiques et en renforçant leurs capacités d'assurer la sécurité sanitaire des aliments de systèmes agroalimentaires efficaces, inclusifs, résilients et durables». Ces priorités stratégiques encouragent une intégration plus cohérente de la sécurité sanitaire des aliments lors de la mise au point de systèmes agroalimentaires durables et inclusifs, des politiques en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des stratégies de développement agricole. Elles ont été approuvées par le Conseil de la FAO à sa 171^e session²² et sont pleinement en synergie avec la nouvelle Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments (2022-2030), qui a été approuvée par les États membres de l'OMS en mai 2022²³.

17. La pandémie de covid-19 a montré combien il était urgent de renforcer l'approche «Une seule santé»²⁴. En 2021, la FAO, l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont créé un groupe d'experts de haut niveau pour l'approche «Une seule santé» en vue de mieux comprendre comment les maladies

¹⁴ https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/09/N4G_UN_FoodSysSummit_9.23.pdf (en anglais).

¹⁵ https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs2021/Documents/CFS_VGs_Food_Systems_and_Nutrition_Strategy_FR.pdf.

¹⁶ www.fao.org/evidence-platform-agri-food-systems-nutrition/en (en anglais).

¹⁷ <https://undocs.org/fr/A/RES/74/244>.

¹⁸ www.fao.org/fruits-vegetables-2021/resources/fr.

¹⁹ <http://www.fao.org/international-day-awareness-food-loss-waste/fr/>.

²⁰ www.fao.org/documents/card/en/c/cb8667en (en anglais).

²¹ www.fao.org/3/nd744fr/nd744fr.pdf.

²² <http://www.fao.org/about/meetings/council/cl171/documents/fr/>.

²³ www.who.int/publications/i/item/9789240057685 (en anglais).

²⁴ www.who.int/publications/m/item/who-manifesto-for-a-healthy-recovery-from-covid-19 (en anglais).

susceptibles de déclencher des pandémies pouvaient surgir et se propager²⁵. En 2022, le PNUE s'est joint aux trois autres organisations de l'alliance tripartite, en tant que partenaire à part entière, donnant ainsi naissance à une nouvelle collaboration quadripartite autour de l'approche «Une seule santé»²⁶.

18. En 2022, le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, créé par le Secrétaire général de l'ONU²⁷, a présenté une analyse de la crise tridimensionnelle en cours, visant à guider une action mondiale coordonnée face au dérèglement actuel des systèmes alimentaires tout en favorisant la transition vers une production durable²⁸.

19. Les participants à la 26^e Conférence des Parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tenue à Glasgow (Royaume-Uni) en novembre 2021, ont confirmé que l'agriculture et les systèmes alimentaires constituaient l'un des axes prioritaires du programme d'action pour le climat²⁹. À la 27^e Conférence des Parties (COP27), tenue à Charm el-Cheikh (Égypte) en novembre 2022³⁰, les organismes des Nations Unies et les partenaires ont apporté leur soutien à la présidence de la COP27 pour le lancement de l'initiative mondiale Action climatique et nutrition (I-CAN), axée sur le rôle déterminant d'une alimentation saine, fondée sur des systèmes agroalimentaires durables, pour apporter des solutions gagnant-gagnant face au changement climatique et à la malnutrition³¹.

B. Systèmes de santé harmonisés assurant la couverture universelle des mesures nutritionnelles essentielles

20. La prise en compte de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle est l'un des piliers du Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance, à l'occasion duquel les gouvernements des pays ainsi que de multiples parties prenantes se sont engagés à prendre des mesures pour renforcer les systèmes de santé et pouvoir ainsi fournir des services accessibles et de qualité en matière de nutrition³².

21. Le Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants a été élaboré, à la demande du Secrétaire général de l'ONU³³, par la FAO, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, avec le concours d'autres parties prenantes clés, et publié en mars 2020. Il constitue un cadre propre à accélérer les progrès dans la prévention et la prise en charge de l'émaciation des enfants et à faire avancer la concrétisation de la cible 2.2 des ODD consistant à mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs à l'émaciation chez les enfants. Vingt-deux des 23 pays chefs de file ont établi des feuilles de route chiffrées pour la réalisation de leurs objectifs nationaux³⁴. Afin d'améliorer les directives opérationnelles relatives à la prévention et au traitement de l'émaciation des enfants et pour aider les gouvernements à adapter leurs directives nationales dans ce domaine, l'OMS et l'UNICEF ont créé un groupe consultatif technique sur l'émaciation³⁵, auquel la FAO participe.

²⁵ [www.who.int/news/item/11-06-2021-26-international-experts-to-kickstart-the-joint-fao-oie-unep-who-one-health-high-level-expert-panel-\(ohhlepe\)](http://www.who.int/news/item/11-06-2021-26-international-experts-to-kickstart-the-joint-fao-oie-unep-who-one-health-high-level-expert-panel-(ohhlepe)) (en anglais).

²⁶ [www.who.int/news/item/29-04-2022-quadrupartite-memorandum-of-understanding-\(mou\)-signed-for-a-new-era-of-one-health-collaboration](http://www.who.int/news/item/29-04-2022-quadrupartite-memorandum-of-understanding-(mou)-signed-for-a-new-era-of-one-health-collaboration) (en anglais).

²⁷ <https://news.un.org/pages/global-crisis-response-group> (en anglais).

²⁸ https://news.un.org/pages/wp-content/uploads/2022/06/GCRG_Brief2_Press_Release.pdf (en anglais).

²⁹ <https://ukcop26.org/the-global-action-agenda-for-innovation-in-agriculture> (en anglais).

³⁰ www.fao.org/events/detail/fao-at-cop27/fr.

³¹ www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/Initiative-on-climate-action-and-nutrition-I-CAN.pdf (en anglais).

³² www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf (en anglais).

³³ www.childwasting.org (en anglais).

³⁴ www.childwasting.org/the-gap-framework (en anglais).

³⁵ www.who.int/news-room/articles-detail/call-for-experts-who-unicef-technical-advisory-group-on-wasting (en anglais).

22. S'agissant d'accélérer la prévention et la prise en charge de l'obésité à toutes les étapes de la vie, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé, en 2022, un plan d'accélération de la lutte contre l'obésité³⁶, visant à consolider les mesures prises contre l'épidémie d'obésité et l'action à mener en priorité dans les pays, au moyen d'interventions cohérentes et harmonisées.

23. En 2021, les membres de la FAO ont approuvé la Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition³⁷, qui reconnaît la nécessité de s'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes, y compris l'excès pondéral et l'obésité, et cela sous l'angle des systèmes agroalimentaires, dans le cadre des activités de l'Organisation en matière de nutrition.

C. Protection sociale et éducation nutritionnelle

24. Dans le contexte de la pandémie de covid-19, les systèmes de protection sociale sont devenus le principal soutien pour de nombreuses personnes pendant la crise, voire au-delà³⁸, et 370 millions d'enfants ont été privés de repas scolaires³⁹ du fait de la fermeture corrélative des écoles.

25. Face aux défis sans précédent que pose la pandémie de covid-19 en termes de sécurité alimentaire et de nutrition, le Secrétaire général de l'ONU a publié une note de synthèse portant sur l'impact de la covid-19 dans ces deux domaines. Il y était recommandé, en particulier, de veiller à ce que l'assistance alimentaire et nutritionnelle soit au cœur des programmes de protection sociale, afin de préserver l'accès des plus vulnérables à la nourriture⁴⁰.

26. L'action des organismes des Nations Unies va dans le sens de cette recommandation de politique générale. Ainsi, la FAO a récemment lancé deux cours certifiés, l'un portant sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la protection sociale et l'autre sur l'outil d'évaluation interinstitutions de la protection sociale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui est utilisé aux fins de l'évaluation des programmes d'assistance sociale⁴¹.

27. Les programmes de protection sociale et de santé, d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire peuvent permettre d'agir sur deux plans, en s'attaquant aussi bien à la dénutrition qu'à l'excès pondéral et à l'obésité⁴². Un examen approfondi des lois, normes et directives relatives aux repas scolaires, en vigueur dans 77 pays, a révélé que celles-ci étaient fondées sur des critères alimentaires ou nutritionnels, tendant notamment à promouvoir les fruits, les légumes et l'eau de boisson potable, ainsi que sur des recommandations visant à freiner la consommation de boissons sans alcool, gazeuses ou non gazeuses⁴³.

28. Sur la base des résultats d'une enquête mondiale⁴⁴ et des entretiens menés auprès d'informateurs clés⁴⁵, en particulier les agents de liaison des ministères de l'éducation et de la santé, la FAO et le PAM s'emploient actuellement à élaborer une méthodologie et une série de manuels destinés à aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre, pour leurs programmes d'alimentation scolaire, des directives et normes nutritionnelles qui tiennent compte du contexte et soient à la fois efficaces et applicables, grâce à une approche axée sur les systèmes alimentaires.

³⁶ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75_10Add6-fr.pdf.

³⁷ <https://www.fao.org/3/ne853fr/ne853fr.pdf>.

³⁸ <https://www.fao.org/3/cb1000fr/cb1000fr.pdf>; <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CB4474FR>.

³⁹ www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020; www.wfp.org/publications/covid-19-missing-more-classroom-2021.

⁴⁰ <https://unsdg.un.org/fr/resources/note-de-synthese-limpact-de-la-covid-19-sur-la-securite-alimentaire-et-la-nutrition>.

⁴¹ <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=874>; <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=875> (en anglais).

⁴² <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255414/WHO-NMH-NHD-17.2-eng.pdf> (en anglais).

⁴³ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB148/B148_7-fr.pdf.

⁴⁴ www.fao.org/3/CA2773EN/ca2773en.pdf (en anglais).

⁴⁵ www.fao.org/platforms/school-food/around-the-world/africa/fr.

D. Commerce et investissements pour une meilleure nutrition

29. Compte tenu de la nécessité de veiller à la cohérence entre les politiques commerciales et l'action en matière de nutrition, l'initiative mondiale «Dialogues sur le commerce»⁴⁶, organisée en 2021, a offert l'occasion de réfléchir à la façon dont le système commercial multilatéral pouvait contribuer à assurer la sécurité alimentaire mondiale et une bonne nutrition tout en relevant les défis liés au changement climatique et à la durabilité environnementale. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a ensuite lancé les Dialogues de l'OMC sur le commerce des produits alimentaires, en vue d'approfondir l'étude des liens entre la nutrition et le commerce international⁴⁷.

30. Dans une note d'orientation publiée en 2021, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition énonce les avantages de l'harmonisation des politiques commerciales, l'objectif étant une alimentation saine pour tous grâce à des systèmes alimentaires durables. Dans cette étude, le groupe donne des indications et souligne pourquoi les décideurs doivent porter davantage d'attention à la valeur des instruments commerciaux dans le cadre de leur arsenal de mesures en matière de nutrition⁴⁸.

31. Dans le rapport de 2021 sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, l'amélioration des normes commerciales axées sur la nutrition figure parmi les principaux domaines d'action permettant de renforcer les environnements alimentaires afin de promouvoir des modèles alimentaires sains et positifs pour l'environnement⁴⁹.

32. La question du déficit de financement des activités nutritionnelles a été abordée lors du Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance, lorsque les gouvernements donateurs et les organismes bailleurs de fonds se sont engagés à destiner à la lutte contre la malnutrition de nouveaux financements spécifiquement axés sur la nutrition et tenant compte de la nutrition, à hauteur d'environ 27 milliards d'USD. Vingt-sept pour cent des nouveaux engagements pris lors du Sommet de Tokyo se rapportaient au financement de l'action en faveur de la nutrition⁵⁰.

E. Environnements sûrs et favorables à la nutrition pour tous les âges

33. La pandémie de covid-19 a rappelé qu'il fallait se doter de politiques et programmes qui permettent de créer des environnements sûrs et favorables à la nutrition pour tous les âges. La fermeture des établissements scolaires, la diminution ou la suspension de la promotion de l'allaitement maternel et des activités de conseil en matière de nutrition, ainsi que la modification des habitudes d'achat en faveur de produits alimentaires à densité énergétique élevée et faible valeur nutritionnelle, sont autant de conséquences avérées de la pandémie⁵¹.

34. Les gouvernements ont accéléré leur action stratégique spécifique en matière d'environnement alimentaire. À ce jour, 189 pays ont inscrit dans leurs politiques et stratégies nationales des mesures visant à promouvoir un environnement alimentaire propre à favoriser une alimentation saine. Les politiques d'information de la population, qu'elles prennent la forme d'activités de conseil ou de campagnes médiatiques, sont plus répandues (185 pays) que celles qui visent à modifier l'environnement alimentaire par divers moyens (étiquetage nutritionnel, restrictions en matière de commercialisation, politiques budgétaires ou révision de la composition des produits alimentaires) (169 pays). Sur les 120 pays disposant d'une réglementation en matière d'étiquetage nutritionnel, 78 ont mis en place une déclaration nutritionnelle obligatoire pour toutes les denrées alimentaires préemballées. Par ailleurs, 84 pays ont instauré des taxes sur les boissons sucrées, au niveau national, et 57 ont mis en œuvre des politiques visant à limiter les apports d'acides gras trans

⁴⁶ www.wto.org/english/res_e/reser_e/gdt_6july21_e.htm (en anglais).

⁴⁷ www.wto.org/english/res_e/reser_e/tradedialogonfood_e.htm (en anglais).

⁴⁸ www.glopan.org/trade (en anglais).

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/obr.12081> (en anglais).

⁴⁹ <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CB4474FR>.

⁵⁰ www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf (en anglais).

⁵¹ <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CB4474FR>.

<https://www.fao.org/documents/card/en/c/CA9692FR>.

<https://www.fao.org/3/cb1000fr/cb1000fr.pdf>.

dans l'alimentation⁵². À la fin de 2021, l'élimination des acides gras trans avait permis de mettre 3,2 milliards de personnes à l'abri de ces substances nocives⁵³.

35. Le mois de mai 2021 a marqué le quarantième anniversaire de l'adoption du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel⁵⁴. À ce jour, la plupart des pays (70 pour cent) ont adopté une législation visant à mettre en œuvre au moins certaines dispositions du Code, mais seuls 25 pays ont mis en place des mesures véritablement alignées sur celui-ci⁵⁵.

F. Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

36. Il faut une gouvernance efficace pour faciliter les réorientations stratégiques majeures et faire en sorte que les politiques et initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition contribuent davantage à la réalisation du Programme 2030, notamment à celle de l'ODD 2⁵⁶.

37. À ce jour, la plupart des pays ont souscrit aux objectifs mondiaux en matière de nutrition fixés par l'Assemblée mondiale de la santé pour 2025, qui concernent le retard de croissance (118 pays), l'anémie chez les femmes (104 pays), l'insuffisance pondérale à la naissance (119 pays), l'excès pondéral chez les enfants (138 pays), l'allaitement maternel exclusif (130 pays) et l'émaciation des enfants (112 pays)⁵⁷.

38. Une initiative, intitulée *Prévenir et gérer les conflits d'intérêts dans les programmes de nutrition à l'échelle nationale: une feuille de route pour la mise en œuvre du projet de stratégie de l'Organisation mondiale de la Santé en Amérique*, a été lancée en novembre 2021, face à la nécessité de mettre en place des processus de gouvernance transparents et responsables, propres à favoriser la participation de toutes les parties prenantes et l'établissement de partenariats multipartites dans le domaine de la nutrition⁵⁸.

39. La redevabilité de la communauté mondiale dans le domaine de la nutrition est renforcée grâce à la mise à jour constante de statistiques pertinentes, telles que les estimations mondiales annuelles du retard de croissance, de l'excès pondéral et de l'émaciation chez les enfants⁵⁹. Par ailleurs, dans les éditions 2020⁶⁰, 2021⁶¹ et 2022⁶² du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, sont rassemblées les données mondiales sur la faim et la malnutrition, qui permettent d'éclairer le suivi des cibles des ODD liées à la nutrition et des mesures prises dans ce domaine. Le Rapport sur la nutrition mondiale offre une plateforme pour l'analyse du paysage du financement de la nutrition⁶³. Le nouveau Cadre de responsabilité en matière de nutrition, lancé en 2021 dans le cadre du Rapport, constitue une plateforme numérique complète permettant de prendre des engagements SMART en matière de politiques et de programmes ainsi que sur le plan financier, et contribuant ainsi à la responsabilité collective au regard du respect des engagements au fil du temps⁶⁴.

⁵² <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en> (en anglais).

⁵³ www.who.int/publications/i/item/9789240031876 (en anglais).

⁵⁴ <https://www.who.int/fr/news/item/21-05-2021-WHO-UNICEF-statement-on-the-40th-anniversary-of-the-international-code-of-marketing-breastmilk-substitutes>.
www.who.int/publications/i/item/9789240006010 (en anglais).

⁵⁶ <https://www.fao.org/3/ca9733fr/ca9733fr.pdf>.

⁵⁷ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en> (en anglais).

⁵⁸ www.paho.org/en/events/preventing-and-managing-conflicts-interest-country-level-nutrition-programs-roadmap (en anglais).

⁵⁹ www.who.int/data/gho/data/themes/topics/joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb?id=402 (en anglais).

⁶⁰ www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR.

⁶¹ <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CB4474FR>.

⁶² <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CC0639FR>.

⁶³ <https://globalnutritionreport.org> (en anglais).

⁶⁴ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf> (en anglais).

III. Renforcement de la participation des parties prenantes, motivé par la Décennie de la nutrition

G. Engagements pris par les gouvernements

40. Les engagements que prennent les pays apportent une contribution cruciale à la Décennie de la nutrition en ce qu'ils permettent de faire fond sur l'élaboration des politiques, les investissements et les interventions de terrain. Les engagements de haut niveau qui ont été pris lors du Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance, du Sommet sur les systèmes alimentaires ou encore dans le cadre d'autres plateformes existantes, afin de donner suite aux recommandations formulées lors de la CIN2, y compris en matière de financements, constituent des contributions importantes à la réalisation des objectifs de la Décennie⁶⁵.

41. Le Sommet sur les systèmes alimentaires a permis d'enregistrer 234 engagements⁶⁶, pris par différentes parties prenantes, et ainsi qu'il ressort du Pacte approuvé lors du Sommet de Tokyo, 80 ministères et organes gouvernementaux de 66 pays ont souscrit 224 engagements pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes⁶⁷. Lors du Sommet de Tokyo, les pays se sont également engagés à augmenter les allocations budgétaires nationales dans le domaine de la nutrition, et les gouvernements donateurs ont pris des engagements financiers à hauteur de plus de 15 milliards d'USD, destinés à l'assistance liée à la nutrition, au titre de l'aide bilatérale et multilatérale, ainsi que pour l'élaboration de politiques et indicateurs relatifs à la nutrition.⁶⁸

42. Le thème retenu par l'Union africaine (UA) pour l'année 2022, à savoir *Bâtir une résilience en matière de sécurité nutritionnelle et alimentaire sur le continent africain: renforcer les systèmes agroalimentaires et les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement socioéconomique et du capital humain*, qui a été lancé lors de la 35^e session ordinaire de la Conférence de l'UA⁶⁹, est la confirmation des engagements pris par les pays africains afin d'accélérer la réalisation de leurs objectifs en matière de nutrition. Guidée par une feuille de route approuvée par les États membres de l'UA, la Commission de l'Union africaine a mis en œuvre une série d'activités, en collaboration avec les parties prenantes et les partenaires, qui ont contribué de manière significative aux efforts déployés dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris le renforcement de la gouvernance et des mécanismes de coordination.

H. Réseaux d'action dirigés par les pays et nouvelles coalitions

43. Les réseaux d'action mis en place dans le cadre de la Décennie de la nutrition, qui sont dirigés et coordonnés par un ou plusieurs pays, permettent aux pays d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques et de s'aider mutuellement afin de progresser plus rapidement s'agissant d'améliorer les systèmes agroalimentaires, les régimes alimentaires et la nutrition pour tous, au moyen de politiques et de lois.

44. Le Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dirigé par la Norvège, a organisé un atelier en septembre 2020 pour réfléchir au Plan d'action et étudier un outil d'acquisition et de partage de connaissances. En 2021, le Réseau a organisé trois dialogues indépendants dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, portant sur le rôle que jouent les aliments aquatiques dans les systèmes alimentaires durables, ainsi qu'une réunion du réseau visant à faire le point sur les progrès déjà accomplis et à planifier les activités futures; et en 2022, il a organisé deux

⁶⁵ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/work_programme_nutrition_decade.pdf (en anglais).

⁶⁶ www.un.org/fr/food-systems-summit/news/commitments-registry.

⁶⁷ <https://nutritionforgrowth.org/resource-type/pdf> (en anglais); www.mofa.go.jp/files/100275456.pdf (en anglais).

⁶⁸ <https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/12/%E2%98%8512091700%E3%80%90Full-Ver%E3%80%91Tokyo-Compact-on-Global-Nutrition-for-Growth.pdf> (en anglais).

⁶⁹ Assembly/AU/Dec.813-838(XXXV) - https://au.int/sites/default/files/decisions/41583-Assembly_AU_Dec_813-838_XXXV_F.pdf.

webinaires sur les systèmes alimentaires aquatiques et terrestres ainsi que la sixième réunion du Réseau. Les représentants de ministères, d'institutions et d'organisations participent à ce réseau informel⁷⁰.

45. Le Réseau mondial d'action sur l'étiquetage nutritionnel, dirigé par l'Australie, le Chili et la France, a partagé ses données d'expérience lors de trois webinaires en ligne tenus en 2020 et en 2021 et portant respectivement sur: i) l'évaluation du système de classement des produits par étoiles en fonction de critères de santé, adopté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande⁷¹; ii) la mise en œuvre du système français d'étiquetage nutritionnel «Nutri-Score», apposé en face avant des emballages; et iii) la mise au point d'un étiquetage frontal d'avertissement pour les produits alimentaires, au Chili⁷².

46. Le Réseau régional d'action du continent américain pour une alimentation scolaire durable, dirigé par le Brésil, a organisé deux réunions en ligne en 2020⁷³, en vue de mettre en commun les données d'expérience relatives à l'impact de la pandémie de covid-19 sur les programmes d'alimentation scolaire. Par ailleurs, en 2021, le Réseau a organisé un débat en ligne, qui a permis au Brésil, à la Colombie, à El Salvador et au Pérou de faire part de leur expérience en matière de programmes d'alimentation scolaire⁷⁴, un débat en ligne sur le gaspillage de nourriture dans les établissements scolaires⁷⁵, un webinaire sur la transformation des systèmes alimentaires⁷⁶, un webinaire sur les défis actuels en matière d'alimentation scolaire⁷⁷ ainsi qu'une réunion du Réseau⁷⁸. De plus, en 2022, le Réseau a contribué à l'organisation de deux webinaires, d'une réunion du Réseau et d'une visite technique de dix pays au Brésil⁷⁹.

47. Le Réseau régional d'action du continent américain sur les recommandations nutritionnelles fondées sur le niveau de transformation des aliments, dirigé par le Brésil et l'Uruguay, a organisé en septembre 2021, un webinaire sur le thème «Recommandations nutritionnelles fondées sur le niveau de transformation des aliments: données scientifiques et mise en œuvre»⁸⁰.

48. Le concept des réseaux d'action pour la Décennie de la nutrition, dirigés par les pays, est aussi celui sur lequel s'appuient les nouvelles coalitions du Sommet sur les systèmes alimentaires, qui constituent des réseaux de soutien à la mise en œuvre des feuilles de route nationales découlant du processus du Sommet⁸¹. Ainsi, la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, lancée en mai 2022, vise à encourager une action dans divers domaines, en particulier l'approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et la valorisation des aliments, à l'appui de la mise en œuvre des feuilles de route nationales⁸². La Coalition pour les repas scolaires, lancée en novembre 2021, vise à guider l'action menée pour améliorer et développer les programmes de repas scolaires au niveau national, partout dans le monde, et comprend, entre autres activités, une communauté pour l'échange de bonnes pratiques entre pairs, dirigée par l'Allemagne et créée dans le cadre de la Décennie de la nutrition⁸³. La Coalition pour les aliments d'origine aquatique

⁷⁰ <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean> (en anglais).

⁷¹ www.youtube.com/watch?v=J_5ZhsriDEo&t=41s (en anglais).

⁷² www.youtube.com/watch?v=E0M-OQJITw0&ab_channel=UNNutrition (en anglais).

⁷³ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/1270658 (en espagnol).

www.fao.org/americas/noticias/ver/en/c/1272319 (en espagnol).

⁷⁴ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/1373367 (en espagnol).

⁷⁵ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/eventos/ver/en/?uid=1394300 (en espagnol).

⁷⁶ <https://redraes.org/curso-alimentacion-escolar-como-estrategia-educativa-para-una-vida-saludable-edicion-2021> (en espagnol).

⁷⁷ <https://redraes.org/red-de-alimentacion-escolar-sostenible-raes-avances-y-compromisos-de-la-america-latina-y-el-caribe-2> (en espagnol).

⁷⁸ www.youtube.com/watch?v=6nWqK2pwg7c (en anglais).

⁷⁹ <https://redraes.org/en/events> (en anglais).

⁸⁰ www.paho.org/en/events/dietary-guidelines-based-level-food-processing-scientific-evidence-and-implementation (en anglais).

⁸¹ <https://www.un.org/fr/food-systems-summit/news/deputy-secretary-generals-closing-press-statement-pre-summit-un-food-systems>.

⁸² www.fao.org/webcast/home/en/item/5840/icode/ (en anglais).

⁸³ <https://schoolmealscoalition.org> (en anglais).

et les «aliments bleus»⁸⁴ est un autre exemple de coalition visant à faire avancer la mise en œuvre du programme de la Décennie de la nutrition.

IV. Les prochaines étapes

49. Les pays ne sont pas en bonne voie pour respecter leurs engagements, s'agissant d'éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, d'ici à 2030. La pandémie de covid-19 a mis clairement en évidence qu'il fallait, entre autres: i) mettre en place des systèmes agroalimentaires qui soient à la fois efficaces, inclusifs, résilients et durables; ii) reconnaître le rôle et les droits des petits exploitants, des agriculteurs familiaux et des travailleurs du secteur alimentaire; iii) considérer les mesures dans le domaine de la santé comme étant des investissements judicieux; iv) renforcer les liens d'interdépendance entre l'alimentation, la santé et les écosystèmes et accroître le recours à l'approche «Une seule santé»; v) donner aux jeunes, aux femmes et aux peuples autochtones les moyens de se faire entendre; et vi) rappeler l'importance d'une bonne gouvernance en matière de nutrition. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance, organisés en 2021, ont permis aux pays de prendre des engagements multisectoriels concrets et audacieux en vue d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes au cours de la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, soit d'ici à 2025, et de réaliser les ODD à l'horizon 2030.

50. L'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition a permis de dégager trois domaines thématiques propres à orienter les mesures à prendre en priorité, pendant la période allant de 2021 à 2025, à savoir: i) l'accès à des aliments sains et abordables; ii) des environnements alimentaires sains, s'agissant en particulier de réglementer la révision de la composition des produits alimentaires hautement transformés, à densité énergétique élevée et riches en graisses, en sucres et/ou en sel, et leur commercialisation; et iii) les liens d'interdépendance entre la nutrition, l'environnement et le changement climatique⁸⁵.

51. Compte tenu de l'examen à mi-parcours et d'autres processus mondiaux évoqués dans le présent rapport ainsi que des priorités thématiques recensées plus haut, il convient d'intensifier l'action dans les domaines suivants:

- a) Redoubler d'efforts dans les six domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition (points A à F ci-dessus) pour faire en sorte que les systèmes alimentaires permettent de mettre une alimentation saine à la portée de tous, que des mesures liées à la nutrition soient intégrées dans les systèmes de santé nationaux et les plans de couverture sanitaire universelle, que les programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition soient intensifiés, que les investissements responsables relatifs à la nutrition soient accrus dans les secteurs agricole et alimentaire, que la cohérence entre les politiques commerciales et les actions menées en matière de nutrition soit favorisée, que les environnements alimentaires favorables à une alimentation saine soient renforcés et que la gouvernance en matière de nutrition soit améliorée, à tous les niveaux.
- b) Relever les défis liés à la nutrition dans le contexte des systèmes agroalimentaires et du changement climatique, en inscrivant la transformation des systèmes agroalimentaires au service d'une alimentation saine dans les contributions déterminées au niveau national, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'adapter les systèmes agroalimentaires aux effets du changement climatique, en donnant la priorité à des interventions qui s'attaquent à la crise climatique tout en ayant des effets positifs sur la nutrition, guidées par la feuille de route pour la réalisation des ODD 2 et 1.5, actuellement en cours d'élaboration par la FAO et ses partenaires.

⁸⁴ www.edf.org/media/aquatic-blue-food-coalition-formally-launches-un-ocean-conference (en anglais).

⁸⁵ <http://www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/decade-nutrition-priority-actions>.

- c) Renforcer la coordination entre toutes les parties prenantes et les divers secteurs pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, au moyen d'interventions à double ou triple fonction, à des politiques multisectorielles efficaces et à des mécanismes multipartites, en s'appuyant sur les données scientifiques les plus récentes et sur la participation d'un large éventail de spécialistes issus d'établissements universitaires⁸⁶.
- d) Sensibiliser davantage à la nécessité de susciter une volonté politique et de la traduire en action concrète, à tous les niveaux, et travailler avec les décideurs afin de concrétiser les engagements pris en matière d'alimentation et de nutrition, y compris par des engagements d'ordre financier et des investissements en matière de programmation et de politiques, en mettant l'accent sur l'obtention de résultats concrets et sur l'utilisation efficace des orientations existantes pour un impact durable à long terme, sans laisser personne de côté.

52. La résolution 1989/84 du Conseil économique et social concernant les décennies internationales⁸⁷ indique que l'exécution du programme de travail d'une décennie doit être évaluée au milieu et à la fin de celle-ci.

53. Conformément à la résolution 1989/84, l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements contenus dans la Déclaration de Rome sur la nutrition doit être examiné à la fin de la Décennie de la nutrition, dans le cadre d'un processus ouvert et participatif.

54. À cet égard, le programme de travail pour la Décennie de la nutrition prévoit l'organisation de dialogues ouverts et sans exclusive à l'approche du terme de la Décennie, afin d'ouvrir une réflexion sur les avancées au niveau mondial et les difficultés rencontrées et de dégager la voie à suivre pour continuer à promouvoir la nutrition après 2025.

⁸⁶ www.thelancet.com/series/double-burden-malnutrition (en anglais).

⁸⁷ https://digitallibrary.un.org/record/75597/files/E_RES_1989_84-FR.pdf.